

## Comité permanent des finances (FINA)

### Consultations prébudgétaires 2012

## Rajive Khare

### Réponses

#### 1. Reprise économique et croissance

*Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?*

1. Une réduction de l'effectif de la fonction publique fédérale d'au moins 10 %
2. Une fois à la retraite, les fonctionnaires fédéraux ne devraient pas pouvoir travailler pour le gouvernement fédéral à titre de consultants que ce soit directement ou indirectement pendant une période de 5 ans.
3. Modification des prestations, p. ex., les congés de maladie ne devraient pas pouvoir être reportés indéfiniment. Seuls les employés malades devraient pouvoir se prévaloir des congés de maladie qu'ils ont en banque.
4. Supprimer toutes les échappatoires fiscales.

#### 2. Création d'emplois

*Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?*

1. Les SPCC devraient être divisées en deux catégories : les sociétés par actions et les associations professionnelles (médecins, avocats, ingénieurs, comptables, consultants en logiciel, experts-conseils, les agents immobiliers, etc.). Ce sont les sociétés par actions qui créent des emplois. Les associations professionnelles créent de la richesse pour leurs membres, mais ne créent pas d'emplois pour la population en générale. Les sociétés par actions devraient être imposées au taux actuel et bénéficier des incitatifs décrits ci-après. Les associations professionnelles devraient être imposées à un taux fixe de 35 % (soit le plus haut taux d'imposition marginal des particuliers). Les salaires payés par ces entreprises à des parents non qualifiés sur le plan professionnel ne devraient pas constituer des dépenses professionnelles. Les investissements que les sociétés par actions font en immobilisations corporelles (et non en biens fonciers) devraient bénéficier d'un congé fiscal pendant une durée de 10 ans. De même, les REVENUS D'EXPORTATION de ce type d'entreprise devraient être exonérés d'impôt pendant 10 ans à condition qu'ils soient investis en projets d'expansion ou faire l'objet d'une autre mesure incitant à l'exportation. Cela attirera des entreprises manufacturières au Canada. Les marchandises fabriquées et vendues au Canada devraient faire l'objet d'une exemption de la TPS de 2 % afin d'encourager la population à acheter des BIENS FABRIQUÉS AU CANADA.

#### 3. Changement démographique

*Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'oeuvre?*

1. Modification de la politique d'immigration. Lorsque quelqu'un demande à immigrer en Colombie-Britannique, il devrait rester dans cette province pendant 5 ans et ne pas être autorisé à s'installer dans une autre.
2. Réduction ou déductibilité du revenu imposable des frais engagés pour suivre une formation professionnelle.
3. L'étudiant qui bénéficie d'une subvention du gouvernement pour suivre un

cours professionnel et réussit ses études devrait travailler pour le gouvernement pendant 5 ans dans une région éloignée. Ce devrait être une obligation. Ainsi, nous aurions des professionnels dans toutes les régions isolées du Canada.

#### **4. Productivité**

*Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?*

1. Les intérêts versés au titre d'emprunts hypothécaires devraient être déductibles du revenu imposable selon le revenu FAMILIAL. Par exemple, ils devraient être déductibles en totalité pour tous les revenus allant jusqu'à 50 000 \$, et à hauteur de 75 % pour les revenus se situant entre 50 et 100 000 \$ et de 50 % pour les revenus se situant entre 100 et 150 000 \$. 2. Il faudrait que les petites entreprises, les exploitants de service de taxi et les restaurants-minute fassent l'objet d'une vérification stricte de l'Agence canadienne du revenu, car ce sont les plus importants fraudeurs fiscaux. 3. Tous les dépôts en espèces dans une banque de plus de 10 000 \$ par an devraient être déclarés au fisc. 4. Tous les emprunts contractés et les achats de biens immobiliers effectués pendant l'année devraient être déclarés obligatoirement au fisc.

#### **5. Autres défis**

*On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?*

1. Évasion fiscale. 2. Dépôts en espèces et virements bancaires provenant de l'étranger de manière frauduleuse. 3. Emploi au noir des prestataires d'assurance-emploi. 4. Prestations d'aide sociale versées à des personnes prétendant avoir des personnes à charge au Canada.